

LES CHEMINOTS ONT DROIT AU REPOS

POUR DES INVESTISSEMENTS PUBLICS MASSIFS DANS LE PERSONNEL ET LE SERVICE

Le personnel le dénonce depuis déjà pas mal de temps mais l'inspection sociale vient de le confirmer : le rythme de travail est impossible et même illégal à la SNCB. Les jours de récupération et de congé s'accumulent sans pouvoir être pris. Quand la direction de la SNCB a émis l'idée de les payer au lieu de permettre de les prendre, cela n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Les cheminots doivent bénéficier des jours de repos auxquels ils ont droit ! La manière dont la SNCB va assurer que cela soit le cas n'est pas le problème du personnel. Mais aucune solution ne peut se passer de l'engagement de beaucoup plus de collègues.

Les passagers râlent souvent en apprenant que leur train aura du retard. La colère ne manque pas lorsque les retards et les annulations sont chroniques. Il n'en va pas autrement pour les cheminots quand ils apprennent que leurs jours de repos prennent du retard ou menacent d'être annulés. Cela s'ajoute à des horaires de travail parfois très chargés. Par exemple, pendant plusieurs mois de l'année, les accompagnateurs de train sont « hors limites » et ne savent souvent qu'un jour à l'avance si et quand ils travaillent, avec la possibilité de devoir commencer à 4 heures du matin, par exemple. Une telle flexibilité est préjudiciable à toute vie sociale et s'explique fondamentalement par le manque de personnel. Faute de collègues en suffisance, toute planification un peu sérieuse du travail est impossible.

La SNCB a beau être un bien public, il semble que cela y soit trop demandé que d'y respecter les dispositions légales en matière de temps de travail et de repos. Les accords sur le temps de travail incluent les jours fériés, les jours de repos, les jours de récupération, etc. La rupture unilatérale de ces accords dont est responsable la direction est parfaitement scandaleuse. Les gouvernements successifs et la direction – dont la nomination est le fruit de tractations politiques – ne peuvent plus se cacher derrière quoi que ce soit maintenant que l'inspection sociale a confirmé la gravité de la situation. Le personnel est d'autant plus en colère.

Par le passé, les médias de masse ont souvent dénigré les actions des cheminots en dépeignant ces derniers comme une bande d'irresponsables partant en grève sans raison. Faut-il encore préciser que ce n'est pas le personnel, mais bien la direction de la SNCB qui est irresponsable ? Si aucune stratégie ni plan d'action discutés entre tous les collègues n'arrive pour faire front ensemble contre la direction et le gouvernement,

quand y en aura-t-il ? Les conclusions de l'inspection sociale peuvent également être utilisées pour construire le soutien parmi les passagers et la collectivité en général.

Les cheminots souhaitent prendre leurs jours de repos au lieu qu'ils soient payés. Cela en dit long sur la colère et la pression au travail. Le fait que la direction de la SNCB pense immédiatement au paiement indique qu'une solution à plus long terme n'est pas envisagée. Le rythme de travail ne peut redevenir humain qu'avec plus de personnel. Cela prendra bien entendu du temps, mais c'est la seule véritable option. Ce n'est pas pour rien que les cheminots l'exigent depuis des années. Si tout le monde prenait d'un coup les jours de repos auxquels ils ont droit, il n'y aurait plus de trains en circulation pendant un bon bout de temps.

Cette situation est une honte. Si les voyageurs n'en ressentent pas plus les effets, c'est en raison des énormes efforts fournis par les cheminots alors que ces derniers font souvent les frais de leurs frustrations. Même en 2020, l'année des confinements, le nombre de cas d'agression n'a pratiquement pas diminué. Il est grand temps de changer cela. Comme l'exige également la crise climatique, il est urgent d'investir massivement dans des transports publics plus nombreux, gratuits et de meilleure qualité. Les politiciens prétendent défendre le climat, mais depuis des années, ils sont responsables d'une politique qui affame les transports publics.

Le personnel et les passagers ont des intérêts identiques. Ils devraient lutter ensemble pour ce qui est nécessaire : un personnel aux conditions de travail décentes et avec suffisamment de collègues pour fournir un service de première qualité.

PSL

WWW.SOCIALISME.BE
WWW.FACEBOOK.COM/
PSLLSP.PARTISOCIALISTEDELUTTE

Nous savons comment les médias établis parlent de notre colère ! On ne peut pas compter sur eux ! Achetez le journal Lutte Socialiste pour 2 € ou prenez un abonnement à 20 € (ou plus en soutien).

